



Délibérations du Conseil Communautaire du 13 février 2025

L'an deux mille vingt-cinq le treize février à vingt heures, le Conseil Communautaire de la Communauté de communes Coteaux et Vallées des Luys, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à Castaignos - Souslens Salle Polyvalente, sous la présidence de Christine FOURNADET, Présidente.

Date de la convocation : jeudi 06 février 2025

Présents : Delphine DUBERNET (BONNEGARDE), Christine FOURNADET (CASTELNAU-CHALOSSE), Thierry LABORDE (DONZACQ), Fabienne LASSALLE (ARGELOS), Maurice DULAYET (BASTENNES), Florence BERGEZ (AMOU), Alain GARBAY (POMAREZ), Pascal CASSIAU (POMAREZ), Jean-Pierre CAZENAVE (BASSERCLES), Robert CRABOS (CASTAIGNOS-SOUSLENS), Patrick DESSA (CASTAIGNOS-SOUSLENS), Jérémy DOMARLE (CASTEL-SARRAZIN), Bernard DUGACHARD (MARPAIS), Maryse DUPRAT (POMAREZ), Roland GODDE (NASSIET), Hervé GUICHENEUY (ARSAGUE), Jean-Yves HAURAT (ARSAGUE), Martine HILLOTTE (BEYRIES), Patrick HOURTIN (CASTELNAU-CHALOSSE), Joëlle LAGOUARDETTE (POMAREZ), Karine LAPOS (NASSIET), Alain LUBET (AMOU), Philippe NOVEMBRE (CASTEL-SARRAZIN), Jean ROHFRTSCH (GAUJACQ), Dominique TOULOUSE (BRASSEMPOUY)

Absents : Karen RICARRERE (AMOU)

Procurations : Jean-Pierre DUFOURCQ (AMOU) a donné pouvoir à Alain LUBET, Odile ELOY TRAN VAN CHUOI (AMOU) a donné pouvoir à Florence BERGEZ, Sandrine GAILLACQ (GAUJACQ) a donné pouvoir à Jean ROHFRTSCH, Gérard GRAZIANI (DONZACQ) a donné pouvoir à Thierry LABORDE, Ludovic NOUGARO (POMAREZ) a donné pouvoir à Pascal CASSIAU

Représentés : Didier LARROUTURE représenté par Delphine DUBERNET (BONNEGARDE)

Nombre de membres afférents	31
Nombre de membres en exercice	31
Présents	25
Pouvoirs	5
Votants	30

N° DEL20250213-010 Délégations à madame la présidente

Vu l'article L2122-22 du Code général des Collectivités Territoriales donne au Conseil communautaire la possibilité de déléguer à Madame la Présidente certaines des attributions de cette assemblée.

Vu la délibération de la Communauté de Communes en date du 12 janvier 2023 portant délégation à Madame la Présidente

Après échanges de vues et délibérations, le Conseil Communautaire, décide,

Article 1 – de donner délégation à Madame la Présidente d' être chargée, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat :

1. D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communautaire utilisées par les services publics et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communautaires ;
2. De fixer, les tarifs des droits de voirie, les tarifs de la boutique du Préhistosite, les tarifs de la buvette de la piscine et d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Communauté de Communes qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;
3. De procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
4. De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est inférieur au seuil des procédures formalisées (221 000 € HT en 2024) pour les marchés de fournitures et de services ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
5. De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
6. De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;



7. De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires aux services
8. D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
9. De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
10. De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
11. De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
12. D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la Communauté de Communes en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues aux articles L. 211-2 à L. 211-2-3 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 ;
13. D'intenter au nom de la Communauté de Communes les actions en justice ou de la défendre dans les actions intentées contre elle et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € ;
14. De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules communautaires ;
15. De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la Communauté de Communes préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
16. De signer la convention, prévue par l'article L. 311-4 alinéa 4 du Code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concertée et de signer la convention prévue par l'article L. 332-11-2 du code précité précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voie et réseaux ;
17. De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 400 000 euros ;
18. D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la Communauté de Communes, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code ;
19. 22° D'exercer au nom de la Communauté de Communes le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles ;
20. D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du Code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles ;
21. De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la Communauté de Communes et de conclure la convention prévue à l'article L. 523-7 du même code ;
22. D'autoriser, au nom de la Communauté de Communes, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
23. De demander à tout organisme financeur, l'attribution de subventions inscrite au budget ou inférieure à 20 000 euros ;
24. De procéder, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;
25. D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;
26. D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement ;
27. D'admettre en non-valeur les titres de recettes, ou certaines catégories d'entre eux, présentés par le comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d'un montant inférieur à 1 000 euros.
28. D'autoriser les mandats spéciaux que les membres du conseil municipal peuvent être amenés à exercer dans le cadre de leurs fonctions, ainsi que le remboursement des frais afférents prévus à l'article L. 2123-18 du présent code.

Vote : Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés